

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

C 244 M 180 1921, VI.

Genève,
le 13 Août, 1921.M A N D A T S .PROJETS DE MANDATE POUR LE TOGO ET LE CAMEROUN.

Lettres de la "League of Nations Union" de Londres

LEAGUE OF NATIONSM A N D A T E SDRAFT MANDATES FOR TOGOLAND AND THE CAMEROONS

Letters from the League of Nations Union in London.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

M A N D A T S .

PROJETS DE MANDATS POUR LE TOGO ET LE CAMEROUN

Note du Secrétaire Général

Les documents ci-joints émanant de la "League of Nations Union" et relatifs aux projets de mandats britanniques pour le Togo et le Cameroun sont soumis à l'examen du Conseil et transmis à titre d'information aux Membres de la Société :

a) protestation contre une stipulation de l'article 9.

b) projets d'amendements aux articles 2, 3, 4, 6, 9 et 12.

LEAGUE OF NATIONS UNION

1/14366/3099

28 Juillet 1921.

Monsieur le Secrétaire Général,

Je suis chargé par le Comité exécutif de l'Union de la Société des Nations, de vous transmettre sa protestation contre la stipulation énoncée à l'article 9 des projets de mandats pour le Togo (britannique) et le Cameroun (britannique), qui, contrairement à l'article 22 du Pacte, place ces territoires dans la catégorie C des pays mandatés.-

La latitude qu'aurait le mandataire, aux termes de cette stipulation, de réunir dans la même administration ce territoire mandaté et les possessions limitrophes se trouvant sous sa souveraineté ou son contrôle, n'est pas compatible avec la partie de l'article 22 du Pacte se rapportant aux anciennes possessions allemandes de l'Afrique centrale.-

Veillez agréer, etc....

(s) Maxwell Garnett.

Secrétaire général.

à Sir Eric Drummond
Secrétaire général de la Société des Nations.

1/14364/3099

PROJETS D'AMENDEMENTS AUX MANDATS POUR LE TOGO ET LE CAMEROUN

Les projets de mandats ont déjà été
communiqués (document NO 21/4/29)

Ajouter à l'article 2 :

"et assurera un système d'enseignement gradué ainsi que le développement progressif du libre gouvernement des tribus par elles-mêmes".

à l'article 3 :

insérer après "navale" "ou aérienne". Ajouter : "dans le territoire mandaté, le mandataire ne procédera à aucune opération de recrutement et n'en autorisera aucune en vue du service militaire dans des contingents se trouvant en dehors dudit territoire".

Article 4 . A rédiger à nouveau comme suit :

" Le mandataire:

- 1) assurera dans un délai d'un an l'émancipation de tous les esclaves et l'abolition de l'esclavage, domestique ou autre.
- 2) supprimera la traite sous toutes ses formes.
- 3) interdira toute forme de travail forcé ou obligatoire, sauf pour des travaux indispensables d'utilité publique, ou pour des services autorisés par l'administration, ce travail étant rémunéré à un taux qui ne sera pas inférieur au taux courant.
- 4) interdira, par un contrôle sévère des contrats de travail et des méthodes de recrutement, l'exploitation des habitants par fraude ou contrainte, et assurera l'inspection des habitants

du territoire qui pourraient être occupés à des travaux en dehors de la région mandatée, ainsi que leur rapatriement à l'expiration de leur contrat.

5) interdira le trafic des armes, en autorisant uniquement la vente, aux habitants, munis d'un permis du mandataire, des armes dont ils pourraient raisonnablement avoir besoin pour se protéger contre les bêtes sauvages ou pour se procurer leur nourriture.

6) interdira le trafic des spiritueux, La fabrication, l'importation et la vente de boissons contenant plus de 12 % (degré Mendelieff) d'alcool constituera un monopole du mandataire et la vente n'en sera permise que sur présentation d'un certificat de médecin autorisé. La même réglementation s'appliquera à la cocaïne, à l'opium et à ses dérivés, ainsi qu'aux autres drogues nocives.

On tiendra à jour des états de la fabrication, de l'importation et de la vente des boissons distillées et des drogues, que le public pourra consulter."

Article 5 à rédiger à nouveau comme suit :

laisser tel que le paragraphe 1 du projet de mandat, mais ajouter après "intérêt" "et la sécurité de tenure".

ajouter "à la date de l'entrée en vigueur de ce mandat, le mandataire déclarera terres indigènes toutes les terres qui ne sont pas déjà aliénées par un titre régulier, qu'elles soient occupées ou non".

ajouter ensuite "toutes les terres indigènes et tous les droits s'y rattachant sont par la présente, placées sous le contrôle et la direction administrative du gouverneur (ou du fonctionnaire principal du mandataire). Elles seront tenues et administrées pour la jouissance et pour l'intérêt commun des indigènes du territoire de Tanganika (à aucun titre d'occupation et de jouissance de l'une quelconque de ces terres ne sera valable sans

le consentement du mandataire.

Le mandataire édictera des règlements sévères contre "l'usure".

Article 6. ajouter au commencement :

" Le statut national des personnes résidant habituellement dans le territoire mandaté et n'ayant pas d'autre statut national reconnu, sera celui de citoyen du territoire.

" Les citoyens du territoire mandaté se trouvant en dehors des limites du territoire jouiront de la protection diplomatique et consulaire du mandataire".

Ajouter à la fin "étant toujours entendu qu'aucun contrat conclu ^{par} le mandataire pour des travaux d'utilité publique et qu'aucun monopole ou concession accordés par le mandataire ne seront valables si les termes n'en ont été communiqués à la Société des Nations et au mandataire".

Toutes les recettes provenant du territoire devront lui être affectées.

Article 9 "e remplacer par :

"Le mandataire sera autorisé à réaliser une union douanière et fiscale entre le territoire mandaté et les territoires limitrophes placés sous sa souveraineté ou son contrôle, étant toujours entendues que les mesures adoptées à cette fin ne seront pas contraires aux dispositions de ce mandat".

Article 12 Ajouter " si une plainte est formulée par une personne quelconque du territoire mandaté, concernant la non observation des termes du mandat, cette plainte pourra être adressée à la Société des Nations par l'intermédiaire du mandataire.

LEAGUE OF NATIONS.

M A N D A T E S.

DRAFT MANDATES FOR TOGOLAND AND CAMEROONS.

Note by the Secretary-General.

The following documents received from the League of Nations Union regarding the British Draft Mandates for Togoland and the Cameroons are circulated for the consideration of the Council and the information of the members of the League:-

- a) Protest against a provision in Article 9.
- b) Draft Amendments to Articles 2, 3, 4, 6, 9, and 12.

LEAGUE OF NATIONS UNION.

15, Grosvenor Crescent,

London, S.W.1.

28th July, 1921.

14366/3099.

Sir,

I am directed by the Executive Committee of the League of Nations Union to convey their protest against the provision in Article 9 of the Draft Mandates for Togoland (British) and the Cameroons (British) which relegates these territories in contravention of Article 22 of the Covenant to Class C of Mandated areas.

The liberty given to the Mandatory under that article to constitute the territory into an administrative union with the adjacent possessions under his sovereignty or control is not consistent with that portion of Article 22 of the Covenant which relates to the ex-German possessions in Central Africa.

I have the honour to be your obedient servant,

(Signed) MAXWELL GARNETT.

General Secretary.

To,
Sir Eric Drummond, K.C.M.G.,
Secretary General,
League of Nations.

DRAFT AMENDMENTS TO MANDATES FOR

TOGOLAND AND GOMEROOONS.

3364/3099.

(The Draft Mandates have already been distributed in Document No. 21/4/39).

Add to Article 2: "and shall make provision for a progressive system of education and for the development of tribal self-government."

Add to Article 3: Insert after "naval" "or air". Add "The Mandatory shall neither recruit nor allow recruiting within the mandated territory for military service in any forces outside the mandated area."

Article 4: Redraft as follows:-

The Mandatory

- (1) Shall provide for the emancipation of all slaves and for the elimination of domestic and other slavery within one year.
- (2) Shall suppress all forms of slave trade.
- (3) Shall prohibit all forms of forced or compulsory labour except for essential public works or services authorised by the administration, and in return for remuneration not lower than the current rate.
- (4) Shall by a careful supervision of labour contracts and methods of recruiting prevent the exploitation of the inhabitants by fraud or force, and shall make provision for the inspection of each of the inhabitants of the territory as may be engaged in work outside the mandated area and for their repatriation at the end of their contracts.
- (5) Shall prohibit the arms traffic, provision being made only for the sale by or under permit of the Mandatory to the inhabitants of such weapons as they may reasonably require for their protection against wild animals or for obtaining food.

(6) shall prohibit the liquor traffic. The manufacture, importation and sale of potable liquids containing more than 12 percent (Mendelieff) of alcohol shall be a monopoly of the Mandatory, and their sale shall be permitted only on production of the certificate of a registered medical practitioner. The same regulations shall apply to cocaine, opium and its derivatives and other dangerous drugs.

Records of the manufacture, importation and sale of distilled liquors and of drugs shall be kept and shall be available for public inspection.

Article 5: Redraft as follows:-

Leave in Paragraph 1 of the draft Mandate but add after "interests" "and security of tenure".

Add "On the date of the coming into force of this Mandate the Mandatory shall declare all lands not already alienated by regular title, whether occupied or unoccupied, to be native lands".

Then "All native lands and all rights over the same are hereby declared to be under the control and subject to the disposition of the Governor (or chief official of the Mandatory) and shall be held and administered for the use and common benefit of the natives of Tanganyika (?) territory; and no title to the occupation and use of any such lands shall be valid without the consent of the Mandatory.

The Mandatory shall promulgate strict regulations against usury."

Article 6:

Add at beginning:-

"The national status for all persons habitually resident in the mandated territory and not having other recognised national status shall be that of citizens of the territory.

Citizens of the Mandated territory when outside the boundaries of the territory shall enjoy the diplomatic and consular protection of the Mandatory".

Add at end "provided always that no contract made by the mandatory for public works and no monopoly or concession granted by the mandatory shall be valid unless the terms thereof are communicated to the League of Nations and to the Mandatory.

All revenue raised in the territory shall be expended upon it".

Article 9:

Substitute

"The Mandatory shall be authorised to constitute the territory into a customs or fiscal union with the adjacent territories under his own sovereignty or control provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate".

Article 12:

Add "If a complaint is made by any person in the territory of the non-observance of the terms of the mandate, the complaint may be made to the League of Nations through the Mandatory".
